



Norois

Environnement, aménagement, société

218 | 2011/1

Campagne : Société, Publicisation, Environnement

L'ouverture au public des exploitations agricoles en Dordogne : processus de publicisation ou diffusion des normes urbaines ?

Opening farms to the public in Dordogne (France): publicization or diffusion of urban norm?

Vincent Banos



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/3531>

DOI : 10.4000/norois.3531

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 25-39

ISBN : 978-2-7535-1360-0

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Vincent Banos, « L'ouverture au public des exploitations agricoles en Dordogne : processus de publicisation ou diffusion des normes urbaines ? », *Norois* [En ligne], 218 | 2011/1, mis en ligne le 25 janvier 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/3531> ; DOI : 10.4000/norois.3531

L'OUVERTURE AU PUBLIC DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN DORDOGNE : PROCESSUS DE PUBLICISATION OU DIFFUSION DES NORMES URBAINES ?

VINCENT BANOS

Cemagref de Bordeaux, Unité Aménités et Dynamiques des Espaces Ruraux (ADER)
Laboratoire Espaces, Nature et Culture, UMR 8185 CNRS
(université de Paris 4 – Sorbonne),
1 rue Victor-Cousin – 75 230 PARIS cedex 05, France
v.banos@wanadoo.fr

RÉSUMÉ

La notion de publicisation des campagnes, telle qu'elle s'est développée depuis les années 1990, renvoie à un double mouvement : d'une part la diversification sociale et fonctionnelle des espaces ruraux, d'autre part la montée en puissance d'un « droit de regard » de la société sur les activités agricoles et le devenir des campagnes. Elle permettrait donc de relier les problématiques de la coexistence spatiale des usages et de la construction politique des nouvelles ruralités. Faisant l'hypothèse qu'on devrait retrouver la trace de ces deux dynamiques dans les pratiques ordinaires, cet article se propose d'étudier plus spécifiquement ce qui se joue lors de l'ouverture au public des exploitations agricoles. Or, l'enquête menée en Dordogne révèle que la tentative de constituer un espace public juxtaposé à la sphère privée des agriculteurs est, dans le cas des activités d'accueil à la ferme, rendue incertaine par la construction simultanée d'espaces de sociabilités symboliques informés par les normes urbaines de la séparation et de l'évitement.

MOTS CLÉS : publicisation – normes urbaines – exploitations agricoles – aménagements – interactions sociales – Dordogne

ABSTRACT

Opening farms to the public in Dordogne (France): publicization or diffusion of urban norms?

The notion of countryside publicization such as it has been developed since the 1990s, refers to a doubling movement. On the one hand the social and functional diversification of the rural areas. On the other hand, the civil society claims a "right of inspection" on agricultural activity and the future of countryside. The publicization would thus allow linking the problems of spatial coexistence of different uses and the political regulations of modern rurality. This article proposes to analyze the way opening farms to the public may contribute to these two dynamics. It places the question on common practices. A survey conducted in Dordogne (France) shows ambiguities. Indeed the planning of farm renders the spreading of the urban norms that define separation and avoidance. Even if it allows adjustments between farmers and visitors, it also makes the emergence of public space uncertain.

KEY WORDS : publicization – urban norms – farms planning – social interactions – Dordogne

Si leurs recompositions est un fait désormais largement admis, les campagnes intriguent par leurs réactions face aux forces urbaines qui les travaillent et les transforment (Velasco-Graciet, 2006). Les approches et les interprétations se multiplient et c'est à un vocabulaire déjà riche, entre autres, des notions d'urbanisation, de contre-urbanisation ou de rurbanisation que vient s'ajouter, dans les années 1990, l'idée d'une publicisation des campagnes.

Tout d'abord mobilisé, avec la notion de privatisation, pour décrire la métamorphose des arènes urbaines sous l'effet de la porosité croissante des sphères publics et privées (Sabatier, 2007), le concept de publicisation est progressivement étendu à la problématique des nouvelles réalités rurales. Accompagnant la montée en puissance des campagnes « cadre de vie » et « nature » (Perrier-Cornet, 2002), il sert alors à désigner l'émergence d'un « droit de regard » de l'ensemble de la société sur l'évolution et le devenir des espaces ruraux (Hervieu et Viard, 1996). En ce sens, la publicisation des campagnes permet d'évoquer la projection sur un espace majoritairement privé, d'objectifs de gestion définis au nom de l'intérêt général, qu'il s'agisse de l'entretien des paysages, de la protection des ressources naturelles ou de l'attractivité résidentielle des territoires (Le Caro, 2007). Mais, avec l'accentuation des mobilités et l'urbanité de nos modes de vie, la publicisation des campagnes tient également à la diversification de leurs usages, avec les concurrences et les tensions qui peuvent en résulter. Ici, l'enjeu est moins l'accessibilité, car les espaces ruraux font depuis longtemps l'objet d'usages récurrents par le public (libre circulation, droit de chasse, cueillette, etc.) (Croix, 1998), que les diverses logiques d'appropriation qui peuvent conduire à la coexistence, en même temps et en un même lieu, de pratiques qui s'inscrivent dans des logiques sociales différentes (Le Caro, 2007). L'intérêt du concept de publicisation résiderait donc dans ce double mouvement, social et politique. En effet, il permettrait de relier les problématiques de la coexistence des usages et de la redéfinition des légitimités d'action, notamment pour des agriculteurs qui voient les attentes écologiques et patrimoniales questionner la vocation productive des espaces ruraux.

Au regard de ces premiers éléments de définition, on peut toutefois se demander si le concept de publicisation ne participe pas de ces arrangements théoriques qui, depuis les années 1970, hésitent à décrire la fin ou la renaissance des campagnes tout en semblant s'accorder sur le fait que le monde rural vit désormais au rythme de l'expansion des villes et de leurs urbanités (Velasco-Graciet, 2006). Dès lors, il peut être intéressant de préciser comment le monde rural assimile les changements en cours et quelles en sont les traductions socio-spatiales. Par ailleurs, si l'idéal politique de la publicisation est souvent étudié au prisme de l'émergence des institutions territoriales et des processus de concertation (Micoud 2001), il semble également pertinent de s'interroger sur ce qui se joue dans les pratiques quotidiennes ; une dimension qui ne peut être déconnectée des mouvements institutionnels. Le travail mené par Y. Le Caro (2007) sur la fonction sociale des espaces agricoles à partir de l'étude des interactions entre habitants et promeneurs, détenteurs et usagers, s'inscrit dans cette optique. En s'intéressant aux pratiques de loisirs dans les espaces ouverts, des parcelles cultivées aux chemins, l'auteur a ainsi cherché à comprendre les relations informelles et les représentations collectives participant à redéfinir le contrat tacite unissant les agriculteurs au reste de la société. L'objectif de cet article est de contribuer à cette stimulante démarche en déplaçant le regard sur ce qui se joue au niveau des espaces clos et attenants aux bâtiments. En effet, le chevauchement entre les sphères privées et les espaces appropriés par le public pourrait, *a priori*, être encore plus extrême sur le siège d'une exploitation agricole. Ainsi, nous proposons d'étudier comment et sous quelles formes se construit la coexistence d'une diversité d'usages à l'échelle des fermes qui ouvrent leurs portes au public. Il peut s'agir de services marchands liés principalement à des activités d'hébergements, mais également de services non-marchands avec des visites organisées bénévolement dans le but de sensibiliser les nouveaux résidents ou les touristes à certaines typicités locales et notamment à la présence d'activités agricoles.

L'ouverture des fermes au public répond, et est même quasiment concomitante, à la demande d'attractivité récréative des campagnes et participe donc activement à la mise en avant de leurs aménités (Busby et Rendle, 2001 ; Marcepoil et Perret, 2002). Comment cette valorisation se

joue-t-elle sur les exploitations agricoles et lors des échanges entre accueillants et accueillis ? L'impératif relationnel qui préside à leur organisation, au-delà du caractère commercial de certains services, laisse à penser que « le droit de regard » et la co-existence des différents usages sur le territoire pourraient être discutés. En effet, la motivation fréquente des clients de nouer des liens et de découvrir la contrée (Opperman, 1995 ; Simonneaux, 1999), conjuguée à la durée et à la promiscuité *a priori* inhérente à ce type de séjours, semble propice à l'émergence d'interactions verbales avec les propriétaires. Dès lors, la dynamique d'intercompréhension à l'œuvre dans toute discussion (Mead, 1963) pourrait, notamment lors des repas et des visites de l'exploitation, se reporter sur l'avenir de l'activité agricole, et des façons de voir différentes trouveraient ainsi à se confronter. En ce sens, l'accueil à la ferme, marchand ou non marchand, contribuerait activement au processus de publicisation des campagnes. Mais dans quelle mesure l'institutionnalisation croissante de ces activités et, plus précisément la pression de la qualité, ne participe-t-elle pas également d'une normalisation qui tendrait à réduire les occasions de coprésence et à produire des espaces de sociabilités symboliques ? Autrement dit, entre diffusion des normes urbaines et mise en débat du devenir des campagnes, l'ouverture des exploitations agricoles au public offre un prisme intéressant pour saisir certaines tensions à l'œuvre dans le processus de publicisation.

Nos observations proviennent d'une enquête menée dans trois cantons méridionaux du département de la Dordogne : Beaumont, Monpazier et Villefranche (Banos, 2008). Ces membres fondateurs du pays des Bastides, pôle touristique du pays du Grand Bergeracois, illustrent les changements intervenus dans un département, longtemps délaissé, qui a su construire une ruralité formatée aux exigences contemporaines en valorisant ses ressources territoriales, qu'elles soient environnementales ou patrimoniales. Avant de présenter les résultats de cette enquête, on explicitera donc quelques enjeux du processus de publicisation liés à cette mise en avant des aménités rurales en Dordogne. Ensuite, nous verrons comment, dans les exploitations ouvrant leurs portes au public, l'intervention croissante des institutions conduit à des processus d'éloignement et de substitution des espaces agricoles au profit des fonctions récréatives et de villégiature. Ce qui permettra finalement de nous interroger sur la façon dont visiteurs et propriétaires procèdent, parfois, à des ajustements pour essayer de construire une vision partagée du territoire. Une perspective qui tout en autorisant la compréhension des formes d'appropriation et d'interactions sociales à l'œuvre en ces lieux, rend néanmoins incertaine la participation des activités d'accueil à la ferme à l'idéal politique de la publicisation des campagnes.

La Dordogne, territoire rural au cœur des enjeux de la publicisation

Département où il fait bon passer ses vacances et plus encore où il fait bon vivre, la Dordogne est devenue l'archétype territorial de ces nouvelles ruralités, qui situées au cœur de la modernité, désigneraient davantage les qualités d'un espace qu'une société caractérisée par une organisation sociale et des façons de vivre spécifiques. Mais ce faisant, il souligne également les enjeux du processus de publicisation car il y a désormais quantité de légitimités qui entrent en tension avec les exigences productives de l'agriculture (Mormont, 2009).

RECOMPOSITION SOCIALE ET DIVERSIFICATION DES USAGES

Rural par sa densité de population (43 hab/km²), par le faible poids des villes (48 % de la population est urbaine) et, jusqu'à une période récente, par ses enclavements routier et aéroportuaire (Velasco-Graciet, 2006), le département de la Dordogne l'est aussi par son caractère agricole. 39 % de son territoire sont encore mis en valeur par quelques 8 300 exploitations dont la superficie moyenne ne dépasse pas 29 ha. Pourtant, comme partout, leur nombre diminue inexorablement : -4,7 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2007¹. Mais, tandis que la part des agriculteurs dans

1. Le rythme de cette déprise, qui s'est encore accentuée par rapport à 1988-2000 (-2,5 %), est supérieur à la moyenne nationale puisque, entre 2000 et 2007, 3,4 % des exploitations françaises disparaissent chaque année (Source : Agreste, 2008).

la population active continue de décroître jusqu'à atteindre seulement 2,5 %, le département se repeuple. Une croissance démographique dont le rythme annuel est, depuis 1990, supérieur à 2 %, et ce malgré un solde naturel toujours déficitaire. L'ancrage en ces lieux, qui tient notamment à l'attractivité des réserves foncières et à l'essor des mobilités, peut être temporaire ou permanent, choisi ou subi, et concerne par conséquent des personnes aux itinéraires, aux conditions de vie et aux modes d'identification très différents. Si 35 % des Périgourdins ont plus de 60 ans, 58 % des nouveaux résidents² ont ainsi moins de 45 ans (Malglaive, 2008). Par ailleurs, la part des inactifs (27 %) et des actifs (48 %) révèle que ces nouveaux arrivants sont aussi des familles et non pas seulement des retraités (25 %). Si à cela, on ajoute, entre autres, quelques 6 300 ressortissants britanniques, soit plus de 1,5 % de la population, ou encore le phénomène des résidences secondaires, qui concerne 14 % du parc de logement départemental, c'est bien tout un kaléidoscope de nouvelles populations qui vient participer, de manière plus ou moins cyclique, à la diversification sociale et fonctionnelle des communes rurales en Dordogne (Banos, 2008).

La campagne devient accessible sans qu'il faille pour autant renoncer à la ville, à ses produits de consommation et ses services (Mormont, 2009). L'urbanisation accroît les flux de personnes, de biens et de messages et il s'ensuit une homogénéisation progressive des modes de vie. En Dordogne, l'arrivée des populations britanniques a, par exemple, joué un rôle majeur dans le développement de l'aéroport de Bergerac et donc dans le désenclavement de ce territoire. Le nombre de passagers a ainsi progressé de presque 100 % entre 2003 et 2004, et les liaisons à destination de Londres, Bristol ou Birmingham sont devenues quotidiennes. H. Velasco-Graciet (2006) évoque même une périurbanisation « long courrier », tout en soulignant que la volonté de quitter la ville tient, plus encore, aux images positives désormais rattachées à ce territoire rural, qu'elles soient esthétiques (environnement et architecture préservés), sociales (entraide et convivialité) ou culturelles (rythme et qualité de vie). En ce sens, les flux qui transcendent villes et campagnes, sont aussi mouvement de retour.

La réhabilitation du petit patrimoine rural, la redécouverte des vieilles fêtes et des vieilles pierres, la revalorisation des produits locaux et des recettes traditionnelles illustrent l'emprise de ce prisme patrimonial qui impose l'idée d'un espace rural par essence commun et donc partageable entre tous (Hervieu et Viard, 1996). Mais, parallèlement, la campagne est également devenue le lieu privilégié de la protection de la nature et des écosystèmes. Ainsi, les attentes et les discours contemporains se conjuguent pour faire du rural un environnement à préserver et un milieu capable de contribuer au ressourcement des populations urbaines. Là encore, la Dordogne, avec 85 grottes préhistoriques, 1 000 châteaux, 400 églises romanes, 60 musées, plus de 100 Zones Naturelles d'Intérêts Floristique et Faunistique (ZNIEFF), deux réserves naturelles, 38 sites naturels classés et la vallée de la Vézère inscrite au patrimoine mondial de l'humanité, est un territoire exemplaire. Autour de ce gisement, les acteurs publics et privés ont également mis en place nombre d'activités, des sentiers de randonnées aux centres équestres en passant par les parcs aventure en forêt, faisant de la Dordogne le premier département de tourisme rural en France (Velasco-Graciet, 2006).

Les transformations du territoire périgourdin témoignent de la diffusion des normes et valeurs de la culture urbaine, mais elles illustrent également la réactualisation de l'opposition ville-campagne sous l'effet d'une mise en avant des aménités campagnardes. Mais, avec cette forme de réinvestissement, on passe également d'une société rurale, qui superposait espace physique, activité et identité, à des ruralités modernes, qui tendent à séparer l'espace de « l'habiter » de celui du « produire » (Mormont, 2009). L'espace devient un enjeu social et la problématique de la redéfinition des légitimités d'action s'y déplace.

2. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) définit les « nouveaux résidents » comme des individus âgés de 5 ans et plus qui habitaient une autre commune cinq ans auparavant.

L'AGRICULTURE PÉRIGOURDINE AUX DÉFIS DU DROIT DE REGARD ET DE LA COEXISTENCE

Tandis que toutes les autres catégories sociales et surtout toutes les autres catégories d'habitants perçoivent maintenant la campagne comme un paysage, un patrimoine ou un lieu de nature propice aux pratiques récréatives, les agriculteurs – seuls – continuent de la considérer comme le siège d'une activité de production (Hervieu et Viard, 1996). Plus encore, l'agriculture apparaîtrait de moins en moins comme une utilité sociale mais de plus en plus comme une nuisance (Sylvestre, 1994). Une étude portant sur cinq départements³ révèle ainsi que 56 % des agriculteurs jugent difficiles les relations avec leurs voisins non-agriculteurs, et ce chiffre s'élève à 73 % pour la Dordogne (Candau et Deuffic, 2005). C'est notamment en raison de ces incompréhensions, encore accentuées par la crise de la « vache folle », que la Chambre d'Agriculture a souhaité, en 2003, accompagner la constitution d'un réseau de Fermes Ouvertes porté par des agriculteurs soucieux d'exprimer un « droit de réponse ».

Mais, la reconnaissance dont jouit le Périgord constitue également un cadre normatif, entre contraintes et opportunités, qui incite un certain nombre d'exploitants, plus ou moins confrontés aux difficultés de la « petite agriculture », à se spécialiser dans des productions de qualité ou à diversifier leurs activités avec l'agritourisme. Aujourd'hui, l'aventure de la qualité implique 30 % des exploitations agricoles en Dordogne sur des productions telles que le vin, les fraises, les canards gras et la viande (bovins et ovins). Malgré les apparences d'une agriculture périgourdine familiale et en osmose avec son environnement, la normalisation de l'authentique passe, ici aussi, par l'obtention de nombreux labels. Quant à l'agritourisme, porté par quelques pionniers dans les années 1960, il se développe véritablement dans les années 1980 sur divers segments et prestations comme l'hébergement⁴, la restauration ou la vente directe. Ainsi, au début des années 2000, 22 % des exploitations du département pratiquent l'une de ces activités contre 17 % en France (Agreste, 2002). Si l'on s'intéresse uniquement à l'accueil marchand, le taux d'exploitations concernées sur le département est de 6 %, soit presque trois fois plus que la moyenne nationale (2,3 %). Plus encore, 33 % des projets d'installation agricole en Dordogne comportent désormais un volet touristique⁵.

Si ces mutations sont indissociables du contexte territorial dans lequel elles s'inscrivent, elles répondent également à un infléchissement des politiques publiques. En effet, selon la Loi d'Orientation Agricole (LOA) de 1999, les agriculteurs doivent produire des biens alimentaires de qualité mais également contribuer à la protection des ressources naturelles, à la gestion des paysages et à l'équilibre du territoire. Cet objectif de multifonctionnalité porte donc un coup redoutable aux représentations dominantes du monde agricole, telles qu'elles se sont forgées les soixante dernières années, et implique, de la part des agriculteurs, une réflexion sur le sens et les finalités même de leur métier. Elle leur impose aussi un partage progressif de la gestion de l'espace rural notamment dans le cadre de concertations environnementales ou de projets de territoires (Micoud, 2001). D'ailleurs, ces derniers participent directement à la redéfinition des missions dévolues à l'agriculture locale. Le pays du Grand Bergeracois, dans le sud Dordogne, assure ainsi la promotion des marchés et des activités d'accueil à la ferme, valorise les productions de terroirs, associe les exploitants agricoles à la normalisation d'itinéraires de randonnées et invite même les ornithologues à venir rencontrer des agriculteurs, qui, toujours selon le pays, « sont de plus en plus réceptifs et collaborent en donnant leur autorisation d'entrer chez eux, pour trouver et protéger les nids, et parfois donner un coup de main au repérage⁶ ».

Si les arènes institutionnelles ont un rôle important dans la construction du « droit de regard » et la régulation de la coexistence des usages, il semble également important d'observer ce qui se joue aussi dans les sphères quotidiennes et dans les interactions entre acteurs ordinaires. En

3. Puy-de-Dôme, Mayenne, Seine-et-Marne, Gironde et Dordogne.

4. Là encore, le critère de la qualité (prestation et accueil) est mis en avant par les labels touristiques (*Gîtes de France*, *Clé-vacances*...) mais également agricoles (*Bienvenue à la ferme*, *Accueil paysan*).

5. Site internet de la Chambre d'Agriculture de Dordogne : [<http://www.dordogne.chambagri.fr/>].

6. Site internet du Pays du Grand Bergeracois : [<http://www.pays-de-bergerac.com/>].

effet, compte tenu de la recomposition sociale des campagnes et de la redistribution des pouvoirs, on devrait pouvoir observer des discussions entre habitants, touristes, visiteurs et agriculteurs à propos du devenir des espaces ruraux et de l'activité agricole. Au-delà des relations de voisinage (Banos *et al.*, 2009) et des espaces ouverts (Le Caro, 2007), certaines pourraient être liées aux pratiques d'accueil à la ferme.

L'aménagement des espaces d'accueil lors de l'hébergement et des visites à la ferme

À l'image de l'ensemble du département de la Dordogne, les cantons de Beaumont, Monpazier et Villefranche ont vu leur population croître de manière continue à partir des années 1990 tout en conservant un solde naturel négatif. Malgré une forte déprise, ces trois cantons conservent également un caractère agricole certain puisque les Surfaces Agricoles Utiles (SAU) représentent plus de 35 % de leur territoire (Agreste, 2002). En fait, le maintien de cette activité agricole allié à l'essor de la fréquentation touristique et à la présence de nouveaux résidents qui y ont élu domicile de façon permanente ou intermittente constituent des attributs communs à l'ensemble de ces trois cantons. L'enquête réalisée⁷ pour comprendre comment pouvait se construire la coexistence des usages à l'échelle des exploitations pratiquant l'accueil fait écho à ces différents publics qui ne doivent pas être simplement considérés comme des touristes car la plupart entretiennent des liens avec le territoire. En effet, certains clients des hébergements à la ferme fréquentent de manière plus ou moins régulière la région, soit qu'ils n'habitent pas très loin⁸ soit qu'ils reviennent fréquemment par attrait pour la région avec l'espoir parfois d'y acheter une maison. Séjourner chez un agriculteur est pour eux un moyen d'avoir des informations sur le contexte local et les mises en vente éventuelles. Par ailleurs, en ce qui concerne les visites, la présence de résidents est notable : celles organisées par l'office du tourisme de Beaumont attirent notamment des résidents secondaires, et 30 % des visiteurs du réseau des Fermes Ouvertes en Périgord sont des habitants des communes ou des cantons avoisinants (Banos, 2008).

UNE SÉPARATION CROISSANTE DES ESPACES D'ACCUEIL ET DE LA SPHÈRE DOMESTIQUE

Parmi les différentes formes d'hébergement à la ferme, la chambre d'hôtes est celle qui conduit à pénétrer le plus au cœur de la sphère privée des propriétaires et, en ce sens, elle constitue l'occasion unique d'un apprentissage mutuel puisque selon *Gîtes de France*, « vous êtes reçus en amis chez des particuliers qui ont aménagé leur maison ». Paradoxalement, force est de constater que les différents labels intervenant dans la définition de cette activité d'accueil tendent, tout en jouant la carte de la convivialité et de la simplicité, à faire disparaître les espaces de vie commune en incitant à un aménagement des espaces de villégiature de plus en plus déconnectés de la sphère domestique des propriétaires : « *Pour obtenir le troisième épi, ils voulaient qu'on ferme l'espace entre l'escalier et la porte pour que les gens ne voient pas ce qu'on faisait dans la cuisine. Ils n'auraient pas voulu que les gens passent là, mais bon, ça ne nous gênait pas* » (agricultrice à la retraite, canton de Beaumont, 2005).

De fait, les normes matérielles édictées vont, pour les hôtes de passage, dans le sens d'une constitution d'espaces de vie et de circulation relativement indépendants de ceux des accueillants. Alors que les chartes en vigueur dans les années 1970 autorisaient la présence d'une seule salle

7. Le matériau de cette enquête est composé d'un travail d'observation et d'une trentaine d'entretiens semi-directifs menés auprès des agriculteurs et de leurs visiteurs. Par ailleurs, dans le cas des visites de fermes, l'appareil méthodologique a été complété par un questionnaire visant à identifier le public participant à ces animations (Banos, 2008).

8. Une enquête conduite par *Bienvenue à la Ferme* sur la clientèle départementale des hébergements à la ferme révèle que 10 % de ces touristes sont des Aquitains, ce qui représente la même proportion de personnes résidant en Poitou-Charentes (Chambre d'Agriculture de la Dordogne). Dans les deux cas, il s'agit de personnes résidant à moins de deux heures de route de ce territoire. Sans être très importants, ces chiffres ne sont pas anecdotiques.

de bain par maison, *Gîtes de France* interdit désormais aux propriétaires de partager leur salle de bain avec les visiteurs et encourage fortement la présence d'une salle d'eau dans chaque chambre (Giraud, 2001). De manière générale, avec ces nouvelles normes du fonctionnement, les distinctions entre les différentes formes d'hébergement s'amenuisent et la labilité de l'activité de chambres d'hôtes la rapproche de plus en plus des gîtes où l'indépendance des hôtes est quasi-complète. Pourtant, même si elle demande des investissements conséquents, notamment pour aménager des bâtiments aux normes, les exploitants ne voient pas nécessairement d'un mauvais œil cette reconversion puisque la gestion d'un gîte nécessite moins de travail. Lorsqu'ils disposent des moyens nécessaires, les plus jeunes propriétaires préfèrent ainsi proposer des gîtes ou privilégient des formes intermédiaires, comme par exemple des chambres aménagées à l'extérieur de la maison : « *Si certaines chambres sont séparées de la maison, c'est autant pour les gens que pour nous. On aime être tranquilles aussi. Et puis, on s'est dit que si ça ne marchait pas, on pourrait éventuellement les transformer en gîte. Le fait que ça ne soit pas dans la maison, ça nous laisse la porte ouverte à ces modifications* » (Agricultrice, 40 ans, canton de Beaumont, 2005).

La séparation croissante entre les espaces dévolus à l'accueil et la sphère domestique des agriculteurs n'est pas la seule conséquence de l'institutionnalisation croissante de l'accueil à la ferme puisque celle-ci tend également à éloigner les espaces de production et à faire émerger des logiques de substitutions qui tendent à modifier le sens même de cette activité.

DE L'ÉLOIGNEMENT À LA SUBSTITUTION DES ESPACES DE PRODUCTION

Lorsqu'à partir des années 1960, le modèle du jardin d'agrément remplace progressivement le jardin paysan, le processus d'embellissement des cours et des abords de l'exploitation n'a que peu à voir avec une quelconque dynamique d'ouverture des fermes au public, mais procède davantage de la pénétration de normes urbaines dont l'hygiénisme et le progressisme constituaient les principaux schèmes structuraux (Bergues, 2003). Aujourd'hui, les pratiques de l'accueil à la ferme relayent ce principe d'aménagement en participant également de la transformation des abords de la maison en des lieux à vivre ou à visiter et plus seulement à produire. Véhiculés par de nombreuses institutions, touristiques mais également agricoles, reconnus et acceptés par les exploitants, l'embellissement et la sécurisation des abords de l'exploitation, sont ainsi devenus des normes spatiales qui repoussent les limites de l'espace de production au profit de l'espace de villégiature. Si dans le cadre de l'organisation d'une simple visite, ces aménagements peuvent être éphémères, dans l'optique d'une structure d'hébergement, les équipements et artefacts créés s'inscrivent durablement dans le paysage de l'exploitation (Giraud, 2001). L'espace proche qui servait à entreposer le matériel tout en étant une extension de la basse cour et une zone de passage pour les engins, devient ainsi un îlot sous contrôle, un espace dont on cherche à bannir toutes traces d'usages agricoles (photos 1a et 1b).

Se lancer dans une activité d'hébergement ou de restauration suppose de posséder un patrimoine immobilier et d'être prêt financièrement et sentimentalement à le transformer. Si certains propriétaires n'hésitent pas à abattre des murs ou, dans un processus de substitution temporaire, à s'exiler dans une caravane afin de laisser leur chambre à la disposition des clients, les normes en vigueur favorisent surtout l'aménagement des annexes de la maison, et, en premier lieu, des bâtiments agricoles désaffectés suite à une réorientation du système de production ou bien d'une inadéquation aux normes techniques. Mais, si les propriétaires modifient volontiers les objets perçus comme les plus insignifiants, ils peuvent se montrer plus réservés pour les outils investis d'une valeur symbolique, tel cet agriculteur qui souhaite préserver son séchoir à tabac au prétexte qu'il est une spécificité de la région. Cette sélection, entre ce qui relèverait d'un capital productif dévalué ou, au contraire, d'un patrimoine qui serait digne d'une mise en scène, peut également se retrouver lors des visites d'exploitation, surtout lorsqu'elles sont organisées par les institutions agricoles ou les offices de tourisme. Non seulement, les fermes produisant des aliments (vin, canard gras, fraises, noix, etc.) en adéquation avec l'identité du territoire sont privilégiées aux dépends



Photos 1a-b : Cour fleurie d'une exploitation agricole pratiquant l'accueil à la ferme
Farmyard flowers in an agri-tourism farm

des productions moins typiques et plus contraignantes (céréales et lait) mais le parcours même de la visite appartient plus souvent au registre de la programmation circulaire qu'à un art de la déambulation (Soucard, 2008). Tandis que la démonstration de gavage, la rencontre avec les objets patrimoniaux (pigeonniers, séchoirs, granges...) et les animaux de la ferme sont des étapes incontournables de la « promenade », les espaces et les outils plus techniques du travail agricole demeurent plus rarement mis en valeur (photos 2a-c).



Photos 2a-c : La visite organisée, entre mise en scène et contrôle
Farm visit, between marketing and control

Mais il arrive également que les agriculteurs soient amenés à transformer un bâtiment dont ils ont encore l'usage. En effet, afin de limiter les risques d'accidents mais également les nuisances sonores et olfactives, les institutions touristiques incitent fortement les propriétaires à éloigner le matériel agricole de l'espace de villégiature. De plus, les labels autorisent les chambres d'hôtes situées dans une annexe à condition que cette dernière soit située à proximité immédiate de la maison du propriétaire. Autrement dit, nous avons là deux incitations relativement complémentaires qui participent, implicitement et explicitement, de l'éloignement de l'espace de production (Giraud, 2001).

Ces logiques d'éloignement ou de substitution révèlent certaines contraintes inhérentes à l'activité d'accueil ; contraintes qui impliquent, au minimum, une adaptation des habitudes de travail mais peuvent également affecter, dans certains cas, l'ensemble du système de production.

DES ESPACES DE PRODUCTION AUX DÉCORS DEVENUS SILENCE ?

Afin de construire quatre chambres, un agriculteur du canton de Beaumont a choisi de transformer son étable, seul bâtiment situé à proximité de sa maison. Mais en déplaçant son outil de travail, l'exploitant agricole a dû modifier sa façon d'appréhender les périodes de vèlage. Il ne lui était plus possible de se lever la nuit pour aller surveiller de manière systématique le bon déroulement des naissances. Ne pouvant pas non plus investir dans un système de vidéo-surveillance, cet exploitant se résolut à « *laisser faire la nature* ». Chez un autre agriculteur, c'est le « rond-point » installé, sur recommandation de la technicienne agricole, dans le but de dissimuler les étables qui est devenu, au fil des ans, un problème (photos 3a-c). Les camions de la coopérative, de plus en



Photos 3a-c : Un rond-point aux fonctions esthétisantes qui provoque l'éviction visuelle des fonctions agricoles

An aesthetic facility which hides agricultural functions



plus imposants, ne pouvaient plus emprunter ce chemin. Il a donc fallu déplacer l'aire de stockage et construire un nouvel accès, le tout à l'écart de l'espace de villégiature.

Toutefois, les aménagements matériels ne suffisent pas à expliquer des mutations du système de production survenues après l'instauration d'une pratique d'accueil. Lorsque de tels changements interviennent, il est nécessaire de prendre en compte les contraintes de service inhérentes à cette activité. Lors d'un hébergement à la ferme, la gêne occasionnée par les visites, parfois imprévisibles et souvent répétées, à des moments comme la traite ou le soin aux animaux, peu propices à une bonne présentation de l'espace de travail, engendre une certaine vulnérabilité de l'activité agricole (Giraud, 2001). Le sentiment d'« être débordé » et de ne pas pouvoir faire son travail correctement est d'autant plus exacerbé que les heures de traite correspondent, matin et soir, aux moments où les propriétaires doivent également préparer les repas et se rendre disponibles pour être avec les visiteurs. Face à ces difficultés, un agriculteur du canton de Villefranche a, par exemple, préféré abandonner les vaches laitières et passer aux bêtes à viande. Si pour cet exploitant, l'adaptation fait partie intégrante du métier, pour ces agriculteurs qui se sont engagés dans l'aventure de l'hébergement à la ferme parce qu'ils sentaient bien qu'ils « n'arriveraient pas à la retraite sans capoter », le constat est plus amer : « *Dans notre situation, puisqu'on est que tous les deux à travailler, il faut adapter l'exploitation par rapport au tourisme et pas le contraire parce que sinon on n'arrive pas à suivre. Le problème est qu'il y aurait du travail pour quatre mais il n'y a de revenus que pour deux et encore* » (Agriculteur, 48 ans, canton de Beaumont, 2005).

Entre opportunité et sentiment d'échec, la transformation, et souvent la réduction, de l'espace de production est vécue différemment selon les protagonistes. Affirmer qu'il ne subsiste qu'un simple décor serait sans doute excessif mais lorsque l'impact de l'activité d'accueil sur le système de production intervient avant même la fin de carrière, il contribue activement à une redéfinition de l'identité professionnelle. Et, pour les retraités agricoles souhaitant poursuivre une activité d'accueil, la situation devient pour le moins paradoxale. Il ne s'agit plus tellement de produire une mise en scène dissimulant les impératifs de production. Au contraire, il est parfois nécessaire de recourir à quelques artefacts « folkloriques » afin de laisser un fond sonore et visuel à disposition des visiteurs.

Malgré la diversité des situations, l'ouverture des exploitations au public met en lumière les tensions liées à la délicate coexistence des fonctions résidentielles, récréatives et agricoles. Le déploiement de l'espace de villégiature contribue à dissocier cet espace des autres sphères constitutives de l'exploitation et favorise ainsi l'émergence d'îlots fonctionnels. Faut-il dès lors considérer que la pluralité sémantique de ces lieux, qui pourrait favoriser à un apprentissage mutuel, n'est qu'une potentialité qui tend inexorablement à s'appauvrir ? Doit-on aller jusqu'à penser, comme nous y invite J.-P. Sylvestre (1994), qu'avec ce type de pluriactivité, les agriculteurs doivent non seulement se faire tactiquement plus accueillants aux usages écologico-esthétiques, mais incorporent même, au-delà de tout contrôle raisonné, des manières de penser et de se comporter qui affectent durablement leurs identités sociales et culturelles autant que professionnelles ?

De la séparation à la coexistence des usages ?

Un regard sur les aménagements permet de faire ressortir les logiques qui président à l'institutionnalisation d'une activité puisqu'ils en sont la traduction tangible. Cependant, ces dispositifs spatiaux sont moins des prescriptions qui nous imposeraient nos manières de faire que des ressources et des contraintes. En ce sens, préciser comment se joue la coexistence des usages à l'échelle des exploitations agricoles suppose de prendre en compte le cadre de l'expérience mais également la façon dont les acteurs mobilisent ce dernier pour construire leurs interactions. Cela permet de constater que l'idéal d'un espace de débat juxtaposé à ces activités d'accueil est rendu incertain par la normalisation du principe séparatif. Mais, à la différence d'un zonage strict, la labilité, dans l'espace et dans le temps, de ces séparations autorise des moments de coprésence, ouvrant ainsi la voie à des régulations interpersonnelles.

LES VARIATIONS SPATIALES ET TEMPORELLES DU PRINCIPE SÉPARATIF

L'organisation des exploitations agricoles, pratiquant l'accueil à la ferme, sur le modèle d'une juxtaposition d'espaces aux périmètres distincts et aussi homogènes que possible sur le plan fonctionnel participe indéniablement à réduire les échanges entre agriculteurs et visiteurs. Ainsi, lors d'un séjour en chambre d'hôtes, la visite de l'exploitation est loin d'être un moment de coprésence systématique alors qu'on pourrait s'attendre à ce que les propriétaires valorisent une des principales spécificités de leur offre d'hébergement. Mais comme le précise un adhérent de *Gîtes de France*, ce label ne stipule nulle part qu'il s'agit d'une animation obligatoire. Pour d'autres exploitants, au contraire, la visite « *c'est tellement naturel que bon, on ne pense pas à le dire* ». Dans les deux cas, la visite semble plutôt une possibilité laissée à la discrétion des clients. Encore faut-il que ces derniers fassent la démarche, ce qui suppose notamment que l'exploitation occupe une place importante dans leur choix d'hébergement. Ce dont doutent certains propriétaires, à l'image de cette femme d'agriculteur qui souhaite pourtant valoriser son projet agritouristique autour de la ferme laitière. Il est vrai que les bâtiments agricoles, situés à une centaine de mètres, demeurent peu visibles depuis le lieu d'hébergement : « *Il y a quelque chose qui me gêne et qui me déçoit, c'est que la ferme ne prend pas du tout. C'est-à-dire que la ferme, de toute façon ce n'est pas compliqué, ils n'y vont pas. On a les avantages et pas les nuisances, alors pourquoi ils ne vont pas voir les animaux? Je vais vous dire, certains ne savent même pas qu'ils arrivent dans une exploitation* » (Salariée et femme d'agriculteur, 35 ans, canton de Beaumont, 2005).

Mais au-delà d'un hypothétique désintérêt des visiteurs pour l'activité professionnelle des propriétaires, c'est surtout l'institutionnalisation du principe séparatif qui autorise à vivre un séjour en chambres d'hôtes quasiment sur le mode de l'intimité. Les clients peuvent ainsi, au gré de leurs envies, s'investir dans la relation mais également s'isoler et minimiser les risques de confrontation à l'altérité. Le slogan de *Gîtes de France*, « Dormez chez nous, vous êtes chez vous », prend ici toute sa signification. Toutefois, il serait erroné de considérer que les normes en vigueur sont nécessairement une ressource pour des visiteurs et une contrainte pour les exploitants agricoles, obligés de subir un droit de visite. En effet, certains accueillants peuvent vouloir bénéficier d'un revenu complémentaire et d'une forme de reconnaissance sociale tout en souhaitant se préserver de toute exigence et intrusion inopportune. Dans ce cas, à l'espace de villégiature, lieu d'ancrage périphérique du visiteur, répond l'espace domestique ou de travail, lieu d'ancrage propre à l'agriculteur : « *Le matin on ne déjeune jamais avec les hôtes, on déjeune souvent avant eux. Même si c'est agréable, je trouve que c'est suffisamment d'efforts de le faire le soir* » (Agricultrice à la retraite, 61 ans, canton de Villefranche, 2004).

Ce fragment d'entretien est intéressant à double titre. Tout d'abord, il montre bien que le principe séparatif n'est pas tant imposé de l'extérieur par le pouvoir omnipotent des institutions que co-construit avec les individus en fonction notamment des motivations et des compétences stratégiques de ces derniers (Lussault, 2009). Ensuite, il permet de voir que les murs, les enclos et toutes les autres barrières physiques ne sont pas les seuls instruments de la segmentation des usages car celle-ci ne s'épuise pas dans une dimension spatiale mais peut également s'inscrire dans le temps. En effet, la dimension temporelle accentue les marges de manœuvre et permet aux protagonistes de jouer avec les règles. Par exemple, la salle à manger est un espace commun généralement ouvert aux allées et venues des visiteurs. Pour autant, cette liberté accordée aux clients est modulée par les propriétaires dans le sens où en certaines occasions, et notamment à l'heure de la pause du déjeuner, cette pièce réintègre la sphère familiale. Il s'agit là d'un implicite particulièrement respecté et d'une certaine manière, la cordialité du séjour repose également sur ces stratégies d'évitement. Mais la segmentation temporelle des usages ne sert pas uniquement à se préserver de l'altérité. Ainsi, la cuisine, souvent considérée comme un élément central de la sphère domestique et une coulisse de l'accueil, est le plus souvent fermée aux visiteurs. Elle peut cependant devenir accessible afin, par exemple, de faire partager aux visiteurs des savoir-faire culinaires. Cette manière de redonner une certaine labilité à la fonction des espaces se retrouve

également lors des visites. Une stabulation peut ainsi être nettoyée afin d'accueillir un groupe de visiteurs l'après-midi et redevenir le soir même un bâtiment d'élevage. Dans ce cas, la dissociation des usages dans le temps devient paradoxalement la condition de la coprésence.

Le jeu autour des dimensions spatiales et temporelles de la séparation des usages permet de rendre compte du travail d'adaptation auquel sont finalement confrontés les acteurs pour élaborer un *modus operandi* à partir des normes en vigueur et de leurs zones d'incertitudes. Or, c'est cette labilité et ces contournements qui permettent également à un moment donné de faire émerger des situations de coprésence propices à la construction, par les protagonistes, de leur coexistence.

LA CONSTRUCTION D'UNE VISION PARTAGÉE DU TERRITOIRE ?

Lors d'un séjour en chambre d'hôtes, les petits-déjeuners et les dîners font finalement partie des rares moments attendus où agriculteurs et visiteurs assument individuellement le risque de se côtoyer et de négocier leurs propres règles. Dans ces rituels, au-delà des politesses d'usage, le territoire visité apparaît comme une modalité d'interaction primordiale puisque ce référentiel autorise le déploiement immédiat d'une intersubjectivité tout en permettant aux individus de maintenir une certaine distance et donc de se préserver. En effet, sachant que pratiquement tous les accueillants valorisent, dans la présentation de leur activité d'accueil, la richesse patrimoniale de leur territoire et la proximité de hauts-lieux touristiques⁹, les visiteurs peuvent attendre des propriétaires qu'ils les informent des attraits de la région. Pour autant, ces moments ne sont pas réductibles à un simple exercice de promotion touristique ; ils sont plus largement l'occasion de partager des expériences, de mutualiser différentes façons de connaître le territoire. D'ailleurs, ces échanges ne s'épuisent pas dans une mise en scène du patrimoine local mais permettent au contraire de tisser des liens entre les territoires d'appartenance de chacun : « *On voyage sans bouger. En étant à table, on a fait tous les pays du monde !* » nous dit ainsi un propriétaire. Ce détour par « les lieux communs de nos appartenances » (Tassin, 1991) constitue également un moyen d'aborder de manière indirecte la thématique de l'agriculture. Sans être omniprésent, cet univers de sens est régulièrement investi au gré des différentes images saisies durant la journée ou des expériences gastronomiques. L'aspect et le goût d'un aliment peuvent ainsi suffire à provoquer une discussion sur les pesticides, tandis que la météo permet d'évoquer les nécessités et les impacts de l'irrigation : « *Ce matin, on a parlé des problèmes d'eau avec le propriétaire parce qu'avec la chaleur qu'il fait, ça peut quand même poser des problèmes. Il m'a expliqué que lui fonctionnait à partir d'une source privée. Mais, le souci vient des grandes surfaces qui sont irriguées sur un sol qui n'est pas bon. On a parlé du sable dans les Landes, mais, chez nous dans la Drôme, c'est pareil, les céréaliers, ils font du maïs sur des roches, alors l'eau ne reste pas évidemment* » (Visiteur, 42 ans, département de la Drôme, 2004).

Médiatisés par des objets en lien avec les problématiques de la santé, de l'alimentation et de l'environnement, ces discussions autour du monde agricole pourraient révéler des tensions et des mésententes. Pourtant, dans la plupart des cas, les conversations demeurent consensuelles ; la confrontation d'idées laissant ici la place à des échanges tout à la fois informatifs et ludiques. Le fait que le client ne demeure pas dans un non-lieu mais chez un particulier et ne bénéficie par conséquent que des droits, souvent implicites, accordés par des propriétaires qui sont à son service favorise indéniablement une forme d'attention mutuelle et ouvre la voie à une reconnaissance des différences ainsi qu'en témoigne le propos d'une agricultrice : « *Avec mon mari, on se regarde et on se dit "là, il va falloir jouer serré parce que ce ne sont pas nos idées"*. » À cet égard, on peut nuancer l'idée selon laquelle, lors des discussions sur l'activité agricole, les agriculteurs fourniraient aux clients des clefs de compréhension sans que ces derniers puissent vraiment exprimer leur propre

9. « Petite exploitation familiale d'élevage de "veau sous la mère" (label bio), au cachet traditionnel de la région, bâties en pierres apparentes laissant apparaître la richesse d'un passé étonnant. Se situant entre le Périgord Pourpre et le Périgord Noir, à un jet de pierre de Sarlat, les amateurs du patrimoine pourront découvrir de magnifiques lieux tout en appréciant la célèbre hospitalité périgourdine » (Présentation d'une exploitation agricole pratiquant l'accueil à la ferme : [<http://www.lafermedupeytavit.com>])

lecture du paysage (Le Caro, 2007). Certes, les exploitants agricoles se voient très souvent attribuer un rôle d'informateur et de guide, sorte d'amarre au contexte local, mais, à notre sens, les usagers peuvent également intervenir même s'ils le font avant tout au regard de ce qui se joue ailleurs. Notre enquête nous invite à penser que c'est surtout la multiplication, au sein même de ces espaces privés, des mises en scène et des ambiances visant à imposer une empreinte locale flatteuse, qui atténue fortement la possibilité d'exposer et de mettre en débat des désaccords.

On pourrait *a priori* penser que le contenu des échanges discursifs est sensiblement différent lors des visites de fermes puisque celles-ci sont davantage centrées sur l'activité agricole. Pourtant, les échanges interpersonnels apparaissent tout aussi cadrés et peut-être encore plus furtifs. Tout d'abord, qu'elles soient coordonnées par des institutions agricoles ou touristiques, ces animations cherchent souvent à faire découvrir le territoire en montrant comment les exploitations – sélectionnées – s'insèrent de manière harmonieuse dans leur environnement. Autrement dit, là aussi, le détour par les paysages et les productions emblématiques du territoire constitue un vecteur d'échange privilégié qui élude certains enjeux actuels de la profession agricole. Par ailleurs, lors des visites organisées par l'Office de Tourisme de Beaumont, la dimension collective de l'animation et la constante présence d'une animatrice veillant à réguler les échanges et à faire perdurer une atmosphère conviviale concourent à réduire les relations interindividuelles entre exploitants et visiteurs. *A contrario*, les visites proposées par la Chambre d'Agriculture se font sans animateur et il existe un débat au sein de ce réseau de fermes ouvertes pour savoir comment présenter le métier d'agriculteur. Tandis que certains exploitants considèrent qu'être accessible et intelligible suppose de privilégier une approche sensible de l'exploitation et son environnement, pour d'autres, des explications techniques seraient plus à même de créer une certaine forme de reconnaissance. En revanche, tous considèrent qu'il est capital de préparer les visites afin de minimiser les risques de malentendus, notamment sur les questions financières (décalage entre les revenus et les subventions, le patrimoine immobilier, le capital infrastructurel, etc.). Cette appréhension a conduit l'institution agricole à engager un spécialiste en communication afin d'élaborer un protocole de visite et de former les adhérents du réseau à délivrer un message « d'enthousiasme » et de « fierté ». Autrement dit, ici, c'est plutôt la volonté de communiquer à tout prix une image positive et l'aseptisation des discours autour d'une alimentation de qualité et d'un environnement préservé qui rend quelque peu incertains les débats entre l'agriculteur et ses visiteurs.

L'évanescence des débats portant sur le devenir des campagnes ne signifie pas pour autant que les interactions observées soient dénuées de tout dividende social. En effet, même superficielle et ponctuée de banalités, la juxtaposition d'expériences singulières, assumée par la parole, permet la compréhension des ressorts cognitifs de l'altérité au regard de son propre univers de référence. Ce partage d'expériences ordinaires donne lieu à la construction d'un monde commun, c'est-à-dire une forme intercompréhension construite tout en maintenant son appartenance à des mondes particuliers (Tassin, 1991). Certes, sous l'effet d'une accentuation des injonctions à la familiarité et à la convivialité, cette pluralité peut disparaître et s'abîmer dans les fantasmes d'un sentiment d'appartenance à une même communauté émotionnelle et affective. Mais si elle se maintient, l'apprentissage mutuel dont témoigne la construction d'un monde commun peut être vu comme un préalable indispensable à l'émergence d'un lien politique. En effet, comme le rappelle E. Tassin, une communauté politique ne saurait être réellement instituée à partir d'individus que tout sépare « si le "nous" est une forme de proximité qui résulte du rapprochement des "je", il faut aussi comprendre que tout rapprochement présuppose une "solidarité préalable" » (1991). Et plutôt qu'une redéfinition des légitimités, c'est bien la construction de cette « solidarité préalable » qui semble être à l'œuvre dans les exploitations agricoles qui ouvrent leurs portes au public en Dordogne.

Conclusion

La lecture du processus de publicisation des campagnes proposée dans cet article repose sur un objet d'étude bien précis. En effet, l'ouverture des exploitations agricoles au public ne saurait

épuiser l'ensemble des enjeux soulevés par le concept de publicisation et notamment ce qui se joue au cœur des espaces ouverts (Le Caro, 2007). En revanche, ce prisme spécifique permet de faire ressortir certaines ambivalences de la montée en puissance du « droit de regard » et de la mise en avant des aménités rurales. Une problématique encore renforcée par le cadre territorial de cette étude car le département de la Dordogne se caractérise par une attractivité résidentielle et touristique importante, une forte dimension patrimoniale et une certaine spécialisation de ses activités agricoles dans les productions de qualité et les projets agritouristiques.

L'enquête menée a permis de constater que l'intervention croissante des institutions dans la définition des activités d'accueil, qu'elles soient marchandes ou non-marchandes, s'accompagne d'un certain nombre d'aménagements allant de la transformation des bâtiments agricoles à la sécurisation et à l'embellissement des abords de la ferme. Plus ou moins permanents et continus dans l'espace, ces agencements participent toujours à redéfinir les contours et la connexité des différentes sphères constitutives de ces exploitations agricoles. Même si la disponibilité du patrimoine immobilier, le type de production ou la situation professionnelle et la motivation des exploitants sont autant de facteurs structurels qui font varier la forme et la prégnance de ces dispositifs spatiaux ; les logiques d'éloignement et de substitution témoignent de la délicate coexistence des usages à l'échelle des exploitations qui ouvrent leurs portes au public. Cette accentuation du principe séparatif semble plus fondamentalement la traduction spatiale d'une accessibilité qui, pensée au filtre des normes urbaines, permet de consommer les aménités d'un lieu tout en offrant la possibilité de l'évitement. En ce sens, on peut se demander si l'ouverture des exploitations agricoles sous la forme d'une prédéfinition normative des usages n'est pas le reflet d'une société où la multiplication des espaces du possible s'accompagne paradoxalement de l'acceptation et, parfois de la recherche, de la sureté du fermé et du contrôle face aux incertitudes des accommodements quotidiens (Lussault, 2009).

Pour autant, le cadrage institutionnel des activités d'accueil, loin d'être figé, autorise des marges de manœuvre et laisse transparaître des ajustements permanents. Le statut juridique de ces espaces apparaît notamment comme une ressource permettant aux propriétaires de moduler cette réduction fonctionnelle au gré de leurs envies et de leurs compétences stratégiques. Autrement dit, le potentiel « politique » de ces espaces tiendrait paradoxalement à leur caractère privé, et en particulier à la labilité entre la séparation spatiale et la permutation temporelle des usages. Parce qu'elle rend incertaine les frontières instituées, cette fragile tension est celle qui permet de réintégrer au niveau des interfaces vécus la problématique de la publicisation. En favorisant les situations de coprésence, elle autorise plus largement une adaptation réciproque entre plusieurs grammaires et laisse s'installer une variété de modalités d'engagements (Soucard, 2008), de l'indifférence cordiale à un apprentissage mutuel. Ces expériences partagées peuvent en effet conduire les agriculteurs et les visiteurs à construire un monde commun où le patrimoine local est notamment réinventé au regard de ce qui joue ailleurs, tandis que l'activité agricole retrouve également une certaine visibilité, même si on demeure davantage dans le registre de l'information et du sensible que dans celui du débat contradictoire (Banos, 2008). En ce sens, les interactions observées relèvent moins de la redéfinition des normes d'usage que d'un dépassement des stéréotypes à partir de la prise en compte des singularités de chacun. Et, si la construction de cette intercompréhension peut ouvrir la voie à une mise en débat des nouvelles réalités rurales, pour l'instant, l'ouverture des exploitations agricoles au public en Dordogne ne participe que faiblement à l'idéal politique porté par le processus de publicisation des campagnes.

Bibliographie

- AGRESTE, 2002. – Recensement agricole 2000. L'inventaire France métropolitaine, *Agreste numérique* (CD-ROM)
- AGRESTE, 2008. – Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2007 : 360 000 exploitations professionnelles, *Agreste Primeur*, n° 215, 4 p.
- BANOS V., 2008. *L'hypothétique construction des lieux ordinaires entre agriculteurs et non-agriculteurs en Dordogne*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris 4, 516 p.
- BANOS V., CANDAU J., BAUD A.-C., 2009. Anonymat en localité : enquête sur les relations de voisinage en milieu rural, *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 127, p. 247-267.
- BERGUES M., 2003. *La relation jardinière, du modèle paysan au modèle paysager. Une ethnologie du fleurissement*, Thèse de doctorat en Ethnologie, EHESS, 473 p.
- BUSBY G., RENDLE S., 2000. The transition from tourism on farms to farm tourism, *Tourism Management*, vol. 21, p. 635-642.
- CANDAU J., DEUFFIC P. (dir.), 2005. *La prise en compte de l'environnement par les agriculteurs. Résultats d'enquête*, Bordeaux, Cemagref, 282 p.
- CROIX N., 1998. *La terre entre terroir et territoire. Mutations foncières et organisation des campagnes armoricaines méridionales (1968-1998)*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Nantes, Tome 1, 559 p.
- GIRAUD C., 2001. *Chambre d'hôtes à la ferme et autonomie de la femme en agriculture*, Thèse de doctorat en Sociologie, Université Paris V, 473 p.
- HERVIEU B., VIARD J., 1996. *Au bonheur des campagnes*, Paris, éditions de l'Aube, 155 p.
- LE CARO Y., 2007. *Les loisirs en espace agricole : l'expérience partagée*, Rennes, PUR, 431 p.
- LUSSAULT M., 2009. *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 220 p.
- MALGLAIVE B., 2008. Arrivées d'actifs en Aquitaine entre 2000 et 2005, *Insee Aquitaine*, n° 172, 4 p.
- MARCELPOIL E., PERRET J., 2002. La richesse des pratiques de tourisme à la ferme, *Ingénieries-EAT*, n° spécial Aménités rurales, p. 43-52.
- MEAD G.-H., 1963. *L'esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 332 p.
- MICOUD A., 2001. La campagne comme espace public ?, *Géocarrefour*, vol. 76, n° 1, p. 69-73.
- MORMONT M., 2009. Globalisation et écologisation des campagnes, *Études rurales*, n° 183, p. 143-160.
- OPPERMANN M., 1995. Holidays on the farm: A case study of German hosts and guests, *Journal of Travel Research*, vol. 34, n° 1, p. 63-67.
- PERRIER-CORNET P., 2002, La dimension publique de l'espace rural, dans PERRIER-CORNET P. (dir.) *À qui appartient l'espace rural?*, Paris, Édition de l'Aube, 12 p.
- SABATIER B., 2007. De l'impossible espace public à la publicisation des espaces privés, dans CAPRON G., HASCHAR-NOÉ N. (dir.), *L'espace public urbain : de l'objet au processus de construction*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 276-292.
- SIMONNEAUX J., 1999. *Acteurs, enjeux et régulations dans la dynamique du tourisme rural*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Toulouse Le Mirail, 497 p.
- SYLVESTRE J.-P., 1994. L'agriculteur, l'esthète, l'écologiste et le paysage rural, *Pour*, vol. 141, p. 31-37.
- SOUCHARD N., 2008. Enjeux publics, espaces privés. Clôtures symboliques dans l'accès à l'espace agricole périurbain et programmation circulaire, colloque *Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes [http://esso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/colloques/rennes_11_08/Souchard_Nadine.pdf].
- TASSIN E., 1991. Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité, *Hermès*, n° 10, p. 23-39.
- VELASCO-GRACIET H., 2006. La reconnaissance rurale, l'exemple du département de la Dordogne, *Ruralia*, [<http://ruralia.revues.org/document1271.html>].

Cet article a été reçu le 13 avril 2010 et définitivement accepté le 22 novembre 2010.

